

| PAYS: lettonie

| COMMISSION: Blue New Deal

| PB?

| **Introduction** : La Lettonie, membre de l'Union européenne depuis 2004, a un gouvernement dirigé par le Premier ministre sortant, Edgars Rinkēvičs, membre du parti Unité, un parti centriste. Celui-ci est formé à la suite des élections législatives du 1^{er} octobre 2022, et prévoit notamment la création d'un ministère du Climat et de l'Énergie. Le sujet qui nous occupe est la question du "Blue new deal 2024" avec sa problématique : comment assurer la protection des cours d'eau et aquifères et couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen ? En ce qui concerne la commission, le Blue New Deal vise à aborder les défis environnementaux et économiques comme le stress hydrique, la pollution des eaux ou encore la montée du niveau de la mer liés aux océans et aux mers. L'objectif du Blue New Deal à l'occasion de cette rencontre entre les pays de l'UE et leurs voisins est de promouvoir une économie bleue durable, en se centrant sur la protection des écosystèmes marins, le développement des énergies renouvelables en mer, la promotion d'une pêche durable, et la création d'emplois dans le secteur maritime.

Position de la Lettonie : La Lettonie soutient fermement les initiatives visant à protéger et à préserver les écosystèmes marins tout en favorisant le développement économique durable. Notre pays est signataire de plusieurs traités internationaux, tels que la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, qui démontrent notre engagement envers la protection des océans. En outre, la Lettonie a soutenu activement des accords visant à limiter la pollution marine et à promouvoir la pêche durable. Malgré cela la Lettonie ne se voit pas grandement affectée par une crise en rapport à l'eau; par exemple, en Lettonie, nous avons l'un des plus faibles niveaux de stress quant aux pénuries d'eau avec moins de 10% des habitants qui se sentent affectés sur la quasi-totalité du pays. Ou encore, nous avons la 5^{ème} plus basse consommation d'eau de l'Union européenne. Néanmoins, en Lettonie, notre gouvernement a été l'un des premiers à soutenir l'objectif de réduction d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre au niveau européen en 2030. Et il est tout aussi à faveur quant au Blue New Deal.

Solutions déjà mises en place : En Lettonie, nous avons ratifié des actes juridiques internationaux visant à protéger les océans, notamment en ce qui concerne la lutte contre la pollution plastique et la surpêche. De plus, notre pays a investi dans des projets de recherche et d'innovation visant à trouver des solutions durables pour l'exploitation des ressources marines. Par exemple, des programmes de surveillance des écosystèmes marins sont en place pour garantir une gestion durable des pêcheries.

Nouvelles propositions : Pendant les débats, la Lettonie, nous considérant comme un pays qui gère bien ses consommations en eau comme le montre les données, partagera ses pratiques quant à l'utilisation de son eau en plus de faire de la pression afin de soutenir les traités existants et à venir.

Conclusion : En conclusion, la Lettonie, qui se considère europhile, maintient une position ferme en faveur de la protection des océans et de la promotion d'une économie maritime durable. Nous sommes conscients des défis posés par la nécessité de concilier la conservation des écosystèmes marins avec les activités économiques, mais nous croyons fermement qu'il est possible de trouver des solutions équilibrées. En tant que nation européenne, la Lettonie reste engagée envers une coopération internationale étroite pour faire face aux défis environnementaux mondiaux tout en favorisant le développement économique.